

Aurélien LIGNEREUX, *Chouans et Vendéens contre l'Empire. 1815 : l'autre guerre des Cent-Jours*, Paris, Vendémiaire, 2015, 381 p.

Aurélien Lignereux était sans doute l'un des mieux placés pour reprendre ce dossier de la « petite chouannerie » de 1815 : bon connaisseur des archives d'une partie de l'Ouest de la France – il a enseigné plusieurs années dans les universités du Mans et d'Angers –, il est aussi et surtout l'un des meilleurs spécialistes et de la période du Consulat et de l'Empire, et de la politique répressive mise en œuvre par le régime napoléonien contre ses opposants. On lui doit en effet, outre des travaux fondateurs sur les premières décennies de l'histoire de la gendarmerie – où l'Ouest chouan tient en toute logique une bonne place –, une remarquable histoire de *L'Empire des Français (1799-1815)*¹⁷. Dans ce nouvel opus, il reprend donc un dossier par lui entraperçu à plusieurs reprises, qui ne peut d'ailleurs laisser indifférents les membres de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne : celui de cette « autre guerre des Cent-Jours », ayant pour théâtre non les mornes plaines de Belgique, mais le bocage d'une demi-douzaine de départements de l'Ouest de la France, une « petite chouannerie » à laquelle Roger Grand avait consacré un long article dans les *Mémoires de la société* en 1940-1941¹⁸.

A. Lignereux débute son ouvrage par un utile et indispensable retour sur une historiographie à la fois très datée et, en règle générale, orientée, au « carrefour de trois histoires » : celle au « rythme court et éreintant » des années 1814-1815, celle des guerres de l'Ouest et de leur longue litanie, de 1793 à 1832, enfin celle « du clivage séculaire entre les tenants d'une vieille France, elle-même d'ailleurs largement réimaginée, et la nation fondée avec la Révolution ». Notant l'importance du renouveau des recherches sur la chouannerie depuis les années 1960, l'auteur constate qu'on ne trouve rien de semblable pour ce qui concerne l'épisode de 1815, sorte de pendant royaliste, « sur un mode mineur », à la « défaite glorieuse » que fut Waterloo pour la nation. « Figée dans une bibliographie régionale, sa platitude factuelle n'est guère relevée que par des pointes ironiques ou par la visée hagiographique » note-t-il, non sans raisons. C'est donc à un profond renouvellement des lectures de cet événement qu'invite A. Lignereux, en (re-) posant les questions de la politisation de l'Ouest rural dans le cadre de cette guerre « essentiellement politique », de la sociologie des acteurs, en les replaçant dans le temps moyen dans lequel ces quelques semaines s'inscrivent, au-delà du seul printemps 1815.

17. *L'Empire des Français (1799-1815)*, t. 1 de *l'Histoire de la France contemporaine*, Paris, Le Seuil, 2012. Voir aussi *Servir Napoléon. Policiers et gendarmes dans les départements annexés (1796-1814)*, Seyssel, Champ Vallon, 2012 ou sa thèse, *La France rébellionnaire. Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

18. GRAND, Roger, « Les Cent-Jours dans l'Ouest. La Chouannerie de 1815 », *Mémoires de la Société d'histoire et d'archéologie de Bretagne*, t. XXI, 1941, p 3-27.

Logiquement, le premier chapitre s'intéresse ainsi à l'« après-guerre 1800-1814 », ces quinze années marquées par les « faux-semblants de la pacification » de l'Ouest. Malgré l'élimination des derniers feux de la chouannerie, qu'il s'agisse de ce que Roger Dupuy a nommé la chouannerie-brigandage ou des attentats fomentés par Cadoudal et quelques autres (la rue Saint-Nicaise à Noël 1800, la conspiration de l'an XII), la *pax napoleonica* est régulièrement défiée dans l'Ouest, en Bretagne entre autres où l'insoumission face à la conscription gagne après 1810-1811. Pourtant, la haine envers Napoléon ne peut expliquer à elle seule l'insurrection à venir, pas plus que la fidélité aux Bourbons. Ce n'est d'ailleurs que tardivement que la contestation contre l'ordre napoléonien « se drape de royalisme ». L'adhésion au régime de la Restauration ne va d'ailleurs pas de soi : ainsi que le rappelle A. Lignereux, Hubert, chef chouan des environs de Vitré, entretient ici le désordre tout au long de l'année 1814, empêchant le paiement des contributions. L'épuration massive – bien plus ici que dans le reste de la France – de l'administration préfectorale, sous la pression populaire entre autres, n'y change rien.

L'« avant-guerre » qui suit le retour de Napoléon en mars 1815 – en tant que tel qualifié de « non-événement » – est marqué par une progressive montée des tensions. Ce sont, pour l'essentiel, les exigences militaires de l'Empereur plus que son retour qui les provoque d'ailleurs, conduisant à des manifestations parfois violentes, comme à Loudéac le 30 mai 1815 : la troupe tire contre des conscrits qui se mutinent, tuant deux manifestants. Déjà, fin avril, la participation au plébiscite pour l'approbation de l'Acte additionnel aux constitutions de l'Empire avait montré l'opposition massive de la Bretagne au nouveau régime : parmi les huit départements où les résultats du vote sont les plus défavorables, l'on trouve les cinq départements bretons, Morbihan et Finistère en tête. La mobilisation se dessine dans la dernière semaine de mai 1815 au nord de la Loire et notamment dans le Morbihan : l'on compte ici de l'ordre de 25 000 insurgés. Certes, le cœur de l'insurrection est en Vendée ; mais de l'autre côté de la Loire, si des mouvements sont signalés de Josselin à Fougères, de Savenay ou Martigné-Ferchaud à Loudéac, c'est bien le Morbihan qui mène la danse, ce qui n'empêche pas, d'ailleurs, les bleus bretons – parfois « bleus foncés » –, de se manifester : le pacte fédératif adopté à Rennes en avril 1815 par des « citoyens des cinq départements de la Bretagne, dévoués à la cause nationale et à l'Empereur », héritiers des patriotes bretons de 1789-1790 fédérés à Pontivy, l'illustre amplement. La situation conduit finalement à la mise en place d'une Armée de la Loire chargée de lutter contre l'insurrection, quelque 20 000 hommes tout au plus aux ordres des généraux Lamarque et Bigarré (pour la Bretagne), 20 000 soldats qui, selon la légende – encore – entretenue par certains, auraient manqué à Napoléon pour renverser la situation à Waterloo le 18 juin ; la réalité est sans doute bien différente. Si ces militaires retenus dans l'Ouest ne sont pas suffisamment nombreux pour avoir pu influencer sur le cours des événements en Belgique si tel n'avait pas été le cas, ils le sont suffisamment pour, non sans difficultés,

faire campagne et mener en Bretagne entre autres « une guerre conventionnelle en miniature », loin de la guérilla qui avait caractérisé les premières chouanneries. La « spirale des revers » de mai-juin 1815 vient alors à bout des motivations de bien des néo-chouans : malgré ses 5 000 hommes, Sol de Grisolles échoue le 4 juin devant Redon, défendue par une centaine de soldats seulement, tandis que Guillemot ne parvient pas à prendre Guérande le 1^{er} juillet, 150 douaniers et conscrits repoussant 4 000 assiégeants. 5 à 700 morts plus tard, la courte guerre prend fin sur un constat d'échec pour les insurgés, le spectre de la guerre civile, encore dans toutes les mémoires – celles des anciens chouans comme celles des soldats, pour beaucoup anciens des armées de la Révolution et de l'Empire, et notamment de ceux ayant combattu en Espagne – contribuant sans doute à calmer bien des ardeurs.

La défaite de Waterloo n'incite d'ailleurs guère à poursuivre la lutte. Les vainqueurs – bleus – de cette autre guerre des Cent-Jours doivent ainsi se résoudre à suspendre le combat, à céder leurs places, à faire face parfois aux humiliations par ceux qui pourtant ont été vaincus localement mais n'en sont pas moins triomphants pour autant. Il faut d'ailleurs l'intervention des vicaires généraux du diocèse de Vannes, mi-août 1815, pour rappeler le nécessaire respect dû aux douaniers entre autres, agissant désormais au nom du roi après avoir défendu, les armes à la main, le régime impérial. L'occupation prussienne, quand bien même celle-ci ne fut pas aussi tranquille ici qu'on aurait pu le penser, vient d'ailleurs signifier à tous qu'une page se tourne : si l'anecdote du duel de Surcouf avec des officiers prussiens est très probablement apocryphe – A. Lignereux aurait sans doute dû le préciser... –, les tensions entre les chefs chouans et ces alliés objectifs sont bien réelles ; elles expliquent sans doute que le Morbihan ait échappé à cette présence étrangère. Si l'occupation ne dure que quelques semaines en Bretagne et dans une partie de l'Ouest, elle ouvre une période bien plus longue, celle de « trois ans de démobilisation » qui ne s'achève qu'en 1818-1819. Plusieurs mois durant, les corps royaux restent sous les armes en effet, dans le Morbihan, par exemple, ou encore à Quintin, sous le commandement de Courson de Villevalio. Et, en 1817, le château de la Motte-Glain, en Loire-Inférieure, abrite toujours une partie des armes livrées par les Britanniques deux ans plus tôt, tandis que des rumeurs de complot – visant le régime de la Restauration donc... – circulent régulièrement jusqu'en 1818.

Inutile d'y insister : le livre d'Aurélien Lignereux, agrémenté de plusieurs cartes, d'une chronologie, d'index, emporte l'adhésion. Certes, la Bretagne n'est pas la seule étudiée ici, ce qui n'aurait d'ailleurs guère eu de sens : cette guerre des Cent-Jours ne se comprend que dans ce cadre large de l'Ouest. Reléguant aux oubliettes de l'historiographie les publications plus anciennes, cet ouvrage constitue un indispensable complément aux synthèses que R. Dupuy avait pu consacrer aux épisodes précédents des guerres de l'Ouest.